



Ordre du jour de l'Assemblée Générale du jeudi 11 octobre 2007

Local : Salle Solvay (NO5.07) – Heure : 12h30

- ▶ 1. Motifs de la convocation en urgence
- ▶ 2. Approbation de l'ordre du jour
- ▶ 3. Signature de la charte BEA-Librex – vote (cf. Annexe 1)
- ▶ 4. Divers
- ▶ 5. Prochaine Assemblée

Bureau des Etudiants en Sciences



Annexe 1

à l'ordre du jour de l'AG du 11 octobre 2007

Charte de Bruxelles pour une Université libre

« Examiner, en dehors de toute autorité politique ou religieuse, les grandes questions qui touchent à l'homme et à la société, questions qu'il faut agiter sans cesse, ne fût-ce que pour élever sans cesse la pensée humaine au-dessus des intérêts matériels ; sonder librement les sources du vrai, du bien et du bon ; entretenir et stimuler cet esprit philosophique dont le principe remonte à Dieu même et dont la science est sortie grande, honnête et pleine de bienfaits pour l'humanité ; montrer que l'étude ne mène pas seulement au savoir, mais encore à la vertu ; combattre l'égoïsme-[...] »

Pierre-Théodore Verhaegen, discours au Roi, 1854

« Nous jurons d'inspirer à nos élèves, quel que soit d'ailleurs l'objet de notre enseignement, l'amour pratique des hommes qui sont frères, sans distinction de caste, d'opinion, de nation ; nous jurons de leur apprendre à consacrer leurs pensées, leurs travaux, leurs talents, au bonheur et à l'amélioration de leurs concitoyens et de l'humanité. »

A. Baron, discours prononcé le jour d'ouverture de l'ULB, le 20 novembre 1834

Les étudiants de l'Université libre de Bruxelles,

Conscients de l'idéal humaniste sur lequel l'université contemporaine en général, et l'Université libre de Bruxelles en particulier, sont fondées,

Estimant que ces valeurs ne pourraient se réduire à un capital sur lequel un rentier asthénique tirerait de quoi se peindre une façade de combattant avant-gardiste,

Préoccupés par le processus idéologique actuel qui tend à considérer l'université comme une fabrique de professionnels au service d'une économie qui prétend réduire les savoirs à une « marchandise » à gérer de manière rentable,

Inquiets des dérives autoritaires au sein de notre université qui oeuvrent derrière le sceau de nos valeurs, perverties en l'occasion en nouveaux dogmes,

Parce que les principes ayant présidé à la fondation de notre université ne peuvent se réduire à des slogans publicitaires ou cautionner un retour à un « ordre moral »,

Puisque, dans toute sa complexité, le passé de l'Université libre de Bruxelles nous oblige à nous comporter en étudiants et citoyens responsables et engagés plutôt qu'à nous glorifier rétrospectivement des combats de nos aînés,

Nous réaffirmons solennellement les principes suivants :

1° L'Université est un lieu particulier et essentiel pour une société démocratique. Il doit s'agir d'un lieu privilégié de réflexion, de mise en questions, d'action. L'université doit s'affirmer modèle de démocratie, de débat et d'ouverture. En ce sens, nous considérons que le rôle des Autorités universitaire n'est pas de s'arroger le monopole de principes philosophiques en s'accordant la possibilité de prendre des décisions unilatérales basées sur leur vision partielle et partielle du bien et de nos valeurs libre-exaministes. Au contraire, les Autorités doivent garantir un lieu de débat, un cadre démocratique permettant aux différents acteurs de l'Université de dialoguer, de réfléchir librement. En effet, le Libre Examen implique que chacun se positionne en toute autonomie sur les débats actuels : les autorités n'ont pas à désigner dogmatiquement des « extrémistes » qu'elles privent de débat.

2° L'Université doit favoriser, à travers ses enseignements, l'autonomie intellectuelle de ses étudiants. Leur offrir les moyens théoriques, conceptuels, méthodologiques leur permettant de construire une réflexion en toute indépendance, « *de sonder eux-mêmes les sources du vrai, du bien, du bon* » pour citer Théodore Verhaegen.

En effet, les savoirs ne doivent jamais se réduire à leur dimension instrumentale, opératoire, technique ou économique, mais doivent viser l'émancipation intellectuelle des étudiants.

Nous considérons que des savoirs visant à contrôler, à manipuler, à instrumentaliser l'être humain en perdant de vue toute visée émancipatrice et de progrès sont en contradiction avec la philosophie sur laquelle s'est élevée l'université contemporaine et en particulier, l'Université libre de Bruxelles.

3° La liberté d'enseignement et de la recherche doit être évidemment la liberté à l'égard des pouvoirs religieux et politiques, mais aussi la liberté à l'égard des pouvoirs économiques. Nous croyons encore et toujours dans le modèle du scientifique désintéressé, qui vise à établir

des critères universels comme base de ses recherches et qui met les résultats de ses travaux à la disposition de tous.

Plus que jamais, l'université doit prendre garde aux menaces provenant d'une application insensée de la logique économique à tous les domaines de l'activité humaine.

A cet égard, les tendances suivantes sont extrêmement préoccupantes : privatisation de la recherche ou de ses résultats, promotion de la recherche appliquée au détriment de la recherche fondamentale, dogme de la rentabilité, hyperspécialisation au détriment de la culture critique, obsession du classement et de la compétition, gestion entrepreneuriale au sein de l'université, etc.

A titre d'exemple, nous exigeons le boycott pur et simple des *rankings* et autres logiques comparatives, puisqu'il ne peut être question d'assimiler les approches quantitative et qualitative. Nous nous opposons donc à la logique actuelle du processus de Bologne qui organise l'harmonisation de l'enseignement européen dans un souci de compétition internationale entre les universités. Dans ce contexte de recul des financements publics, ceci ne peut que conduire à une hiérarchisation accrue et à une privatisation plus large encore de l'enseignement supérieur européen.

L'enseignement et la recherche ne sont pas des services économiques, des marchandises à gérer de manière profitable. Il faut donc un véritable financement public de l'enseignement et de la recherche, en particulier de la recherche fondamentale.

Il nous semble donc primordial de lutter contre une vision utilitariste des savoirs selon laquelle ceux-ci doivent avant tout servir l'économie.

Pour promouvoir l'autonomie des étudiants, l'enseignement universitaire doit leur offrir un accès à la culture, aux savoirs multiples afin de les aider à se construire en tant que citoyens critiques, engagés, autonomes et finalement plus libres.

4° Lieu de débat démocratique, de formation de citoyens critiques, l'université doit être ouverte.

Il ne s'agit pas de proclamer formellement l'accès libre de tous mais de donner à chacun, indépendamment de son milieu social, l'opportunité de suivre un enseignement universitaire. En ce sens, il est capital de garantir la gratuité de l'enseignement, comme s'y est engagée la Belgique en ratifiant le 21 avril 1983 le « *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* » dit « *Pacte de New York* », et de repenser le système des bourses et des aides sociales.

Dans cette perspective, la question du financement public de l'enseignement supérieur est centrale. Le refinancement de l'enseignement supérieur doit être une priorité à l'agenda politique.

La question des inégalités sociales réapparaît de manière encore plus perverse au sein même de l'institution universitaire dans la question de l'échec. Nous dénonçons le taux d'échec et d'abandon de plus des deux tiers en première année, d'autant que l'échec ne frappe pas au hasard mais vise bien certaines catégories sociales. L'université doit donc avoir l'ambition de mener une véritable politique contre l'échec tentant de réduire le poids des déterminismes sociologiques. Celle-ci passe par une remise en cause des méthodes de transmission des savoirs.

Il s'agit de donner un sens aux idéaux de liberté et d'égalité ici et maintenant. Il faut promouvoir effectivement cette liberté, cette égalité, cette autonomie tout en combattant les injustices flagrantes et éhontées comme tout mécanisme de sélection à l'accès.

En conclusion, nous exigeons de notre Université qu'elle nous reconnaisse en tant qu'interlocuteurs légitimes, acteurs du débat permanent qui l'anime. Nous réaffirmons la nécessité d'une participation étudiante qui ne se réduise pas à un symbole. Nous ne sommes pas des demeurés intellectuels, et nous défendrons la bière à la main s'il le faut, notre vision de notre université.